

Mixité dans les quartiers populaires

Enjeu ou injonction ?

Horia Kebabza

1er décembre 2004

Table des matières

Genre et politiques sociales : le véritable enjeu ?	4
---	---

Les expériences des travailleurs sociaux convergent dans le même sens ; les garçons, en investissant fortement certains lieux, équipements ou dispositifs, écartent toute possibilité de présence féminine. En conséquence, la non-mixité nous montre l'importance de réfléchir à des espaces d'où les jeunes filles ne se sentent pas exclues, de fait, par une présence masculine.

La relative invisibilité — subie ou choisie — des jeunes filles, en tout cas leur place minorée, permet de mettre en évidence l'écart, ou le chemin encore à parcourir entre l'idéal égalitaire et les comportements. L'observation des pratiques de mixité ou de non-mixité au sein des espaces publics permet d'en comprendre les enjeux, parfois contradictoires, et de les mettre en relation avec la question de l'égalité.

Existerait-il une non-mixité « acceptable » de fait, celle des cours de récréation, des stades, des sections scolaires fortement sexuées (comme les sections mécanique auto, ou secrétariat) et une autre non-mixité « intolérable », celle qui s'expose aujourd'hui dans les quartiers populaires ?

Un des paradoxes du récent débat autour de la mixité, notamment scolaire, tient au fait que cette dernière n'est plus considérée comme une étape vers l'égalité des sexes, à contre-courant d'une transformation historique et d'une revendication pour la mixité dans les classes, qui a accompagné le succès scolaire des filles.

On postule ainsi que la mixité serait l'occasion pour certains garçons de commettre des actes sexistes, en tout cas la mixité ne ferait rien pour arranger les choses. Il apparaît donc urgent de « sauver les filles » d'une mixité qui les contraint, voire les opprime.

Pour exemple, à Toulouse, l'administration fait des demandes particulières de débats non mixtes au sujet des relations filles-garçons et de la sexualité, dans les lycées des quartiers « prioritaires » ou « sensibles ». Les garçons étant perçus comme violents, les filles doivent en être protégées.

Pourtant, plusieurs expériences éducatives menées dans ces lycées, ou dans des clubs de prévention interrogent quant à la non-mixité des interventions. En effet, elle semble avoir moins d'intérêt quand les filles se connaissent entre elles, sont du même quartier et font peser les unes sur les autres le poids de la norme et des injonctions de genre. Les filles sont contraintes, par le jeu des réputations, de donner une image irréprochable aux autres, c'est-à-dire celle d'une jeune fille sérieuse et vierge. Leurs réactions, y compris dans les groupes non mixtes, dénotent une norme où le plaisir féminin est largement imprégné d'une connotation négative. Elles se distinguent entre « sérieuses » et « salopes », réactivant ainsi le clivage et la catégorisation des filles par les garçons.

Le deuxième enjeu est contenu dans le fait qu'engager une réflexion sur la mixité dans les quartiers aujourd'hui, c'est tenter de mettre à jour les contradictions entre une manière de penser l'égalité des sexes, la mixité étant perçue comme un gage, ou en tout cas comme un premier pas vers l'égalité, et la production-reproduction des stéréotypes de genre.

Les politiques en direction des « jeunes », souvent androcentriques, ont oublié de prendre en compte les relations de genre, alors que l'adolescence est un moment de la vie où les identités sexuées et sexuelles sont particulièrement complexes ; la mixité pouvant jouer comme activateur des désirs sexuels. Or, force est de constater aujourd'hui que les relations filles-garçons se sont durcies dans les quartiers populaires, durcissement qui s'accompagne d'un certain recul de la mixité et d'une difficulté d'accomplissement sexuel ou amoureux.

Le recul de la mixité nous apparaît problématique car il constitue un frein à l'égalité des sexes, et par un effet d'entraînement est générateur de violences sexistes. Mais considérer les choses sous cet angle c'est oublier que la *non-mixité est le résultat de ces violences, et non son origine*.

En parallèle d'une réflexion sur la mixité, des espaces sexuellement non mixtes et socialement mixtes ne sont-ils pas à inventer afin de permettre aux filles la découverte de l'altérité, et par conséquent l'accession à une autonomie plus grande ? Car, en effet, l'expérience, le vécu « hors quartier » leur apparaît comme la porte de sortie la plus probable, celle qui ouvre d'autres horizons, qui permet d'échapper aux conditions d'existence dans les quartiers. En bousculant les représentations, l'altérité permet de dissocier le quartier et l'ailleurs :

« J'm'aperçois qu'y a autre chose que le quartier, qu'y a une vie aussi autour, tu vois, qu'y a des gens, qu'y a j'sais pas, tout un autre milieu quoi, des étudiants, j'sais pas, d'autres milieux tu vois, et que j'ai besoin de tout ça pour ensuite pour me dire que je suis une adulte tu vois. » (Fatima).

Genre et politiques sociales : le véritable enjeu ?

Dans les quartiers d'habitat social, la politique de la ville et certains de ses dispositifs ont renforcé le clivage privé-public entre filles et garçons et ont contribué à pérenniser les stéréotypes de genre : activités « du dedans » pour les filles, faisant appel à leur prétendue nature féminine, activités « du dehors » pour des garçons dont il faut canaliser les pulsions agressives, notamment par le sport. Les pratiques différenciées induites par ces politiques publiques ont renforcé l'occupation non mixte de l'espace. En outre, si les filles subissent des contraintes, par leur père, leur petit ami, ou par leurs frères, les politiques publiques en ont institutionnalisé le nouveau rôle : les fameux « grands frères » qui participent eux aussi à la reproduction des rôles de genre et contribuent à maintenir les discriminations faites aux femmes. Demander aux habitant.e.s de réguler l'espace public à partir de compétences du privé, a produit un effet désastreux en termes de rapports sociaux de sexe et, par-delà, de violences faites aux filles.

Si les jeunes filles réclament aujourd'hui des activités spécifiques et non mixtes, c'est qu'elles ont eu l'impression d'être délaissées. Mais ce qu'elles réclament avant tout, ce sont des lieux de parole et d'écoute car il n'existe pas d'espaces pour nommer leur vie, dont les violences sexistes font partie.

Car l'invisibilité et l'isolement des filles sont entérinés par le fait que les associations de femmes adultes ne sont pas des espaces pertinents pour elles, leurs réalités sont différentes et masquent leur spécificité. Aussi, la prise en considération, dans une approche de genre, des besoins des filles autrement que comme « pacificatrices » du groupe des garçons, et la redéfinition simultanée de ceux des garçons, représente aujourd'hui un enjeu majeur dans l'élaboration des politiques publiques.

Contrer les effets pervers de ces politiques et des conditions de vie dans les quartiers, c'est faire en sorte que garçons et filles comprennent ce qui les oppose ou les rassemble, et prennent conscience de ce dont, les uns et les autres, sont victimes ou porteurs. L'enjeu consiste non seulement à « re-connaître » les violences subies par les filles, mais aussi de comprendre leur degré de « tolérance » à la violence, face à notre propre « intolérance » à ces mêmes violences.

Il s'agit également de réfléchir au nécessaire affranchissement de ces jeunes hommes d'une injonction à la virilité obligatoire, liée à leurs statuts d'hommes des milieux populaires, souvent d'origine immigrée, dont la force de travail — en opposition à celle de leurs pères — est largement dévaluée. Ajoutons que pour certains, cette prescription virile est source de souffrances et les oblige à une certaine « schizophrénie », quand d'autres laissent entendre à demi-mot qu'ils n'ont rien à y gagner.

Les espaces publics des quartiers sont appropriés et utilisés par les individus, souvent regroupés par sexe et par âge. Vecteurs et lieux de la sociabilité au quotidien et du processus de reconnaissance mutuelle, ils contribuent ainsi à la construction d'une identité sociale et d'un sentiment d'appartenance pour ses habitant.e.s. La sortie des femmes dans l'espace public des quartiers semble s'opérer au prix d'une relative transformation de cet espace en un prolongement de l'espace domestique, où les hommes se sentent autorisés à « protéger » les filles. Ils rappellent que l'espace public est construit socialement comme un espace dangereux pour les femmes, cela vient légitimer leur surveillance et le contrôle de leur sexualité. Ces espaces de proximité ne constituent donc pas des espaces publics à part entière puisque le contrôle permanent sur les filles, la menace incessante que représentent la rumeur et la réputation, sont autant de contraintes qui ne permettent pas au féminin d'apparaître et de prendre pleinement place dans la sphère publique.

Et si, pour la majorité des jeunes hommes des quartiers populaires, le prix à payer pour « lâcher » la virilité paraît encore trop élevé, il apparaît peu probable qu'ils parviennent à l'investir dans la sphère du travail.

Dès lors, ils l'exposent de manière outrancière car ils ne possèdent pas de ressources suffisantes pour l'aménager de manière moins manifeste, comme d'autres groupes qui déplacent la primauté du masculin vers d'autres sphères.

Ainsi, la différence avec d'autres catégories sociales où le clivage masculin-féminin est moins accentué, tend à creuser l'écart entre ces quartiers de tous les dangers, habités par des nouveaux « barbares » et le reste de la société ; où pourtant, l'arrivée de femmes dans l'espace public et davantage de mixité n'ont pas induit *de facto*, malgré de belles avancées, une égalisation des situations des hommes et des femmes dans la famille, à l'école, au travail ou dans la vie politique.

Favoriser la mixité, c'est travailler sur les stéréotypes de genre, c'est donc encourager l'égalité des sexes, mais cela ne résout rien de la ségrégation sociale et spatiale que subissent les habitant.e.s des quartiers d'habitat social. Ségrégation qui conforte un fonctionnement « néo-communautaire et villageois » et certains types de sociabilités qui renforcent à leur tour les phénomènes de ségrégation sexuée.

H. K.
hk@abri.org



*Bibliothèque
anarchiste*

Horia Kebabza
Mixité dans les quartiers populaires
Enjeu ou injonction ?
1er décembre 2004

Le Monde libertaire, hebdo n°1377, du 25 novembre au 1er décembre 2004

bibliotheque-anarchiste.com